

**Version française de l'article :** Gros-Balthazard M., Hürlemann S., Chezel E., Kebir L., Canevet L., Decorzant Y., Leggero R., Lorenzetti L., Nahrath S., Otero I., Reynard E. (2024). Servizi di prossimità: verso nuovi beni comuni nelle Alpi? Stato di avanzamento e prospettive. In: Lorenzetti L., Leggero R. (a cura di), *Servizi di prossimità come beni comuni. Una nuova prospettiva per la montagna*. Roma, Donzelli, 107-120. (les notes de bas de page ne sont pas traduites).

## Services de proximité : vers de nouveaux communs dans les Alpes ? Etat des lieux et perspectives

Marjolaine Gros-Balthazard, Seraina Hürlemann, Edith Chezel, Leïla Kebir, Léa Canevet, Yann Decorzant, Roberto Leggero, Luigi Lorenzetti, Stéphane Nahrath, Iago Otero, Emmanuel Reynard\*

---

L'organisation sociale et écologique des régions de montagne a été historiquement caractérisée par l'existence de systèmes communautaires de gestion des ressources<sup>1</sup>. La gestion traditionnelle des pâturages, des forêts et de l'eau s'incarne dans des « ressources communes » reposant sur des institutions de propriété commune telles que les bourgeoisies et les consortages. Le maintien de ces systèmes dans les Alpes suisses a été relativement constant par rapport à d'autres contextes, qui ont connu des phénomènes de privatisation et de suppression de « formes de propriété alternatives »<sup>2</sup>. Malgré cette longue durée, les modes de gestion ont considérablement évolué au cours du XX<sup>e</sup> siècle suite aux nombreux changements politiques, économiques et institutionnels externes<sup>3</sup>. Si certains ont disparu ou ont perdu de leur force,

---

\* Cette recherche a bénéficié d'un financement du Centre interdisciplinaire de recherche sur la montagne (CIRM) de l'Université de Lausanne (CIRM) (programme seed funding 2020) et du Fonds d'investissement de la Faculté des géosciences et de l'environnement (FGSE) de l'Université de Lausanne (2021), que nous remercions.

<sup>1</sup> S. Nahrath, J.-H. Papilloud, E. Reynard (a cura di), *Les bisses. Economie, société, patrimoine*, Sion 2011; D. Dodgshon, *Farming Communities in the Western Alps 1500-1914*, Cham 2019; P. Michon, *Les biens communs. Un modèle alternatif pour habiter nos territoires au XXI<sup>e</sup> siècle*, Rennes 2019; A.-L. Head-König, L. Lorenzetti, M. Stuber, R. Wunderli (a cura di), *Pâturages et forêts collectifs. Économie, participation, durabilité*, Zurich 2019; T. Haller, K. Liechti, M. Stuber, F.-X. Viallon, R. Wunderli (eds.), *Balancing the Commons in Switzerland. Institutional transformation and sustainable innovations*, London 2021.

<sup>2</sup> P. Grossi, «Un altro modo di possedere». *L'emersione di forme alternative di proprietà alla coscienza giuridica postunitaria*, Milano 1977.

<sup>3</sup> E. Reynard, *Hill irrigation in Valais (Swiss Alps): Recent evolution of common-property corporations*, in P. Pradhan, U. Gautam (eds.), *Farmer Managed Irrigation Systems in the Changed Context, Proceedings of the Second International Seminar held on 18-19 April 2002*, Kathmandu 2002; E. Reynard, M. Baud, *Les consortages d'irrigation par les bisses en Valais (Suisse). Un système de gestion en mutation entre agriculture, tourisme et transformation du paysage*, in O. Aubriot, G. Jolly (a cura di), *Histoires d'une eau partagée. Provence, Alpes, Pyrénées*, Aix-en-Provence 2002; E. Reynard, *Governance of Farmer Managed Irrigation Corporations in the Swiss and Italian Alps: issues and perspectives*, in P. Pradhan, U. Gautam (a cura di), *Farmer Managed Irrigation Systems and Governance Alternatives*, Proceedings of the Third International Seminar held on 9-10 September 2004, Kathmandu 2005; J.-D. Gerber, S. Nahrath, E. Reynard, L. Thomi, *The role of common pool resource institutions in the implementation of Swiss natural resource management policy*, in «International Journal of the Commons», 2, 2008, pp. 222-247; R. Schweizer, E. Reynard, *La gestion d'un réseau complexe d'irrigation en 2010. L'exemple du coteau de Savièse*, in S. Nahrath, J.-H. Papilloud, E. Reynard (sous la dir. de), *Les bisses. Economie, société, patrimoine*, Sion 2011; S. Nahrath, J.-D. Gerber, P. Knoepfel, C. Bréthaut, *Le rôle des*

d'autres ont perduré. On observe également aujourd'hui l'apparition de nouveaux processus d'organisation sociale qui reproduisent la logique des anciens systèmes de gestion (coopération au-delà du marché ou de l'État) dans des situations nouvelles et englobant de nouvelles ressources. On peut citer par exemple le développement de micro-stations de ski ou des café associatifs portés par des collectifs composés de résidents. Ces nouvelles formes de gestion élargissent le spectre des formes collaboratives de gestion et apparaissent comme des réponses aux défis auxquels sont confrontés les territoires de montagne tels que la raréfaction de la neige ou le retrait des services publics et privés. Fondé sur un inventaire exploratoire mené dans les Alpes, l'objectif de cet article est de faire un état de ces formes contemporaines de gestion communautaire dans les territoires de montagne. La première partie revient sur les défis auxquels font face ces territoires et les opportunités que représentent ces nouvelles formes de gestion. La seconde présente le cadre d'analyse des communs mobilisé ici. La troisième expose les résultats issus de l'analyse d'un premier travail d'inventaire des initiatives communautaires que l'on trouve en montagne avant de conclure par des pistes de réflexions invitant à poursuivre par d'autres travaux.

## **1. Des montagnes à géométrie variable, entre périphéralité et intensification des relations plaine-montagne**

L'hétérogénéité des cadres économique-productifs des époques antérieures au XIX<sup>e</sup> siècle s'accroît avec la modernisation industrielle qui touche de façon inégale l'espace alpin helvétique. A l'instar d'autres territoires ruraux périphériques européens, les territoires de montagne suisses font en effet l'expérience d'un *rural restructuring*, soit un déclin de l'activité agricole, se traduisant par une recombinaison des moteurs du développement, variables d'un territoire à l'autre, et par l'accroissement des disparités territoriales<sup>4</sup>. Nous retraçons ces recombinaisons et soulignons les enjeux associés qui peuvent appeler ou répondre aux nouvelles initiatives communautaires.

Si l'on considère les Alpes suisses dans leur ensemble, l'industrialisation des fonds de vallées induite par l'essor de l'énergie hydraulique et la trajectoire techno-industrielle associée<sup>5</sup> ainsi que l'essor du tourisme hivernal dans les stations touristiques d'altitude sont venus masquer le déclin agricole. La construction de barrages a transformé certains villages, d'un point de vue paysager, mais aussi socio-économique tant durant le temps de la construction, par les emplois créés, que plus durablement à travers la rente qu'ils alimentent. Les stations touristiques se sont déployées, certaines dès le XIX<sup>e</sup> siècle, sous l'impulsion du tourisme britannique<sup>6</sup>, d'autres plus tardivement. Au fil du XX<sup>e</sup> siècle, le tourisme hivernal a pris peu à peu le pas sur le

---

*institutions de gestion communautaire de ressources dans les politiques environnementales et d'aménagement du territoire en Suisse*, in «Nature, Science, Société», 20, 1, 2012, pp. 39-51.

<sup>4</sup> R. Diener, J. Herzog, M. Meili, P. de Meuron, C. Schmid, *La Suisse - portrait urbain*, Bâle 2005.

<sup>5</sup> M. Perlik, *The Spatial and Economic Transformation of Mountain Regions: Landscapes as Commodities*, London 2019.

<sup>6</sup> D. Guex, *Mise en scène et valeur territoriale: tourisme et développement régional dans les Alpes suisses*, Thèse de doctorat, Université de Neuchâtel 2015; G. Sauthier, *Pouvoir local et tourisme: jeux politiques à Finhaut, Montreux et Zermatt de 1850 à nos jours*, Thèse de doctorat, Université de Lausanne 2017.

tourisme estival, sous l'effet de l'intensification de l'activité ski. La figure du montagnard réfractaire dans un monde moderne qui imprègne les imaginaires d'alors justifie parfois l'irruption d'acteurs économiques externes (pour la protection des forêts, l'essor de l'hydroélectricité, l'aménagement touristique, etc.)<sup>7</sup>.

Ces changements dans les dynamiques socio-économiques induisent une redistribution de la population au sein des territoires de montagne : les villages les plus périphériques exclus du processus de modernisation se dépeuplent au profit des villes des fonds de vallées ou des stations touristiques. Un exode rural au départ de ces régions et à destination des plus grandes agglomérations du Plateau se produit également bien qu'il soit limité par l'accroissement grandissant des mobilités et par les politiques publiques qui visent à maintenir un habitat décentralisé en Suisse<sup>8</sup>. En effet, après des politiques sectorielles (principalement forestières et agricoles), la montagne devient, en 1974, un objet central de la politique régionale avec la Loi fédérale sur l'aide aux investissements dans les régions de montagne (LIM). L'objectif principal est d'établir un équilibre territorial en assurant une redistribution financière entre les régions et en soutenant la diversification économique<sup>9</sup>. Globalement, les disparités socio-économiques faiblissent entre les régions de montagne et celles du Plateau. En revanche, elles s'accroissent au sein même des régions alpines, principalement en raison du développement de centralités, industrielles ou tertiaires dans les vallées, touristiques en altitude<sup>10</sup>. Un tournant s'opère ensuite à partir des années 1990. L'accélération de la métropolisation, associée à l'accroissement de la population dans l'Arc alpin et préalpin<sup>11</sup>, conduisent les dynamiques de population à prendre le pas sur les dynamiques d'emplois en matière de développement dans certaines régions. C'est donc désormais parfois l'attractivité pour les habitants, plus que celle des entreprises qui dicte les dynamiques démographiques et résidentielles des régions de montagne.

Ces fortes transformations socio-économiques et démographiques advenues en quelques décennies bouleversent les communautés de montagne et ouvrent la voie à une grande variété de situations d'un territoire de montagne à l'autre, en partie liées à leur situation géographique. Déjà dans les années 1990, plusieurs auteurs montrent la diversité des développements pour l'ensemble de l'Arc alpin et engagent une réflexion critique sur l'image rurale du monde alpin<sup>12</sup>. Au début des années 2000 Diener et al.<sup>13</sup> avaient proposé d'analyser la Suisse en tant

---

<sup>7</sup> A. Dalmaso, *L'ingénieur, la Houille Blanche et les Alpes: une utopie modernisatrice*, in «Le Monde alpin et rhodanien. Revue régionale d'ethnologie», 1, 3, 2001, pp. 25-38; G. Rudaz, B. Debarbieux, *La montagne suisse en politique*, Lausanne 2013.

G. Rudaz, B. Debarbieux, *La montagne suisse en politique*, Lausanne 2013.

<sup>8</sup> M. Schuler, *Migration Patterns in the Swiss Mountain Areas*, in E.-A. Brugger, G. Furrer, B. Messerli, P. Messerli (eds), *The Transformation of Swiss Mountain Regions: Problems of Development between Self-Reliance and Dependency in an Economic and Ecological Perspective*, Bern 1984; L. Lorenzetti, *Enquêtes rurales et politiques de la montagne en Suisse, 1918-1945. Entre modernisation et idéologie ruraliste*, in «Histoire et Sociétés Rurales», 49, 1, 2018, pp. 131-158.

<sup>9</sup> Rudaz, Debarbieux, *La montagne suisse en politique* cit.

<sup>10</sup> Brugger, Furrer, Messerli, Messerli, *The Transformation of Swiss Mountain Regions* cit.

<sup>11</sup> G.-P. Torricelli, *La ville dans les Alpes : zone grise ou laboratoire pour les transports de demain?*, in «Revue de géographie alpine», 81, 1993, pp. 37-62.

<sup>12</sup> W. Bätzing, K. Bennet Cadola, T. Buser, H. Gerhardinge, C. Hess, M. Kasper, M. Perlik, P. Schichan, M. StremLOW, S. Süess, *Der sozio-ökonomische Strukturwandel des Alpenraumes im 20. Jahrhundert*, Bern 1993.

<sup>13</sup> Diener, Herzog, Meili, de Meuron, Schmid, *La Suisse - portrait urbain* cit.

qu'espace urbain distinguant : régions métropolitaines, zones calmes (parcs naturels ou de vastes « central parks » séparant les centres urbains les uns des autres sur le Plateau), friches alpines (zones en déclin), *resorts* (territoires situés en montagne n'ayant pas d'autre fonction économique importante que le tourisme) et réseaux urbains (que l'on retrouve partout, y compris dans les vallées alpines). Parmi cette typologie, selon ces auteurs, les Alpes accueillent des réseaux urbains, des friches alpines et des *resorts* tandis que les Préalpes et le Jura correspondent plutôt à des zones calmes.

Dans la continuité, aujourd'hui (à grands traits), au-delà des chapelets de villes des fonds de vallées, des territoires de montagne périphériques, marginalisés d'un point de vue socio-économique et démographique, coexistent avec des territoires « dopés » par le processus de résidentialisation.

En raison de leur situation géographique, les territoires de montagne continuent d'être généralement perçus comme isolés ou périphériques<sup>14</sup> en marge des dynamiques socio-économiques contemporaines, notamment de métropolisation des activités productives. Ainsi, dans le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne<sup>15</sup>, les aires de montagne sont classées parmi les « régions qui souffrent de handicaps naturels ou démographiques graves et permanents » (p.127). Si, en Suisse, de par l'ampleur de ces territoires par rapport à la surface du pays et le soutien aux régions de montagne nourri par plus de cinquante ans de politique de la montagne, cette situation est moins généralisée, certains territoires sont tout de même effectivement marginalisés. C'est dans cette perspective que s'inscrit l'expression de « friches alpines »<sup>16</sup> qui, bien que décriée, permet de rendre compte d'un processus de mise en retrait voire de déclin de certains territoires de montagne alpins caractérisés par un déficit migratoire quasi-constant, souvent associé à une perte d'emplois.

En parallèle, d'autres territoires sont marqués par des processus de résidentialisation. Celle-ci renvoie à toutes les formes de mobilités résidentielles investissant la montagne pour le tourisme mais aussi pour les loisirs ou l'habitat. L'économie résidentielle de ces territoires ne se résume pas, ou plus, à leur fréquentation touristique, bien que celle-ci reste un pan important de leur économie (avec des inquiétudes grandissantes quant à leur dépendance à l'activité ski, sujette à la baisse de l'enneigement naturel<sup>17</sup>. Les travaux sur le passage du séjour à l'habiter<sup>18</sup>, l'essor de l'excursionnisme à la journée, l'affirmation d'un entre-deux récréatif-résidentiel, la périurbanisation, la montée de la multilocalité sont autant de tendances qui invitent à élargir la focale, d'autant plus pour les territoires de moyenne montagne situés à proximité des vallées, et donc parfois de grandes agglomérations. Les territoires de montagne sont dans certains cas

---

<sup>14</sup> T. Dax, *Neoendogenous Rural Development in Mountain Areas*, in E. Cejudo, F. Navarro (eds), *Neoendogenous Development in European Rural Areas*, Cham 2020.

<sup>15</sup> Union européenne, *Trattato sul funzionamento dell'Unione europea 2008* (versione consolidata), Gazzetta ufficiale dell'Unione europea (26/10/2012).

<sup>16</sup> Diener, Herzog, Meili, de Meuron, Schmid, *La Suisse - portrait urbain* cit.

<sup>17</sup> P. Bourdeau, *De l'après-ski à l'après-tourisme, une figure de transition pour les Alpes? Réflexions à partir du cas français*, in «Revue de géographie alpine», 97, 3, 2009 (on-line: <https://journals.openedition.org/rga/1049>).

<sup>18</sup> M. Stock, *L'habiter comme pratique des lieux géographiques*, in «Espacestems.net», 2004 (on-line: <https://www.espacestems.net/en/articles/habiter-comme-pratique-des-lieux-geographiques-en/>).

devenus des territoires périurbains<sup>19</sup> et des lieux de loisirs de proximité<sup>20</sup>. Pour le cas français, l'économie présentielle est ainsi la première source d'emplois des territoires de montagne<sup>21</sup>. La fin de la séparation nette entre travail et loisirs<sup>22</sup> renforcée par le boom récent du télétravail pourrait en outre renforcer l'habiter polytopique. Cette résidentialisation de la montagne présente un risque de gentrification et parfois de friction avec des nouveaux habitants différents de ceux de longue date<sup>23</sup> ; elle participe cependant à renouveler, et souvent intensifier, les relations plaine-montagne.

Dans ce contexte, si elles restent essentielles, les ressources naturelles ne sont plus les seules ressources au cœur des modes de vie montagnards et d'autres usages viennent bien souvent s'ajouter à l'usage agricole. De nouvelles dynamiques voient également jour pour résister (et innover) face aux processus de déclin, en particulier dans les territoires marginalisés. Ces nouvelles dynamiques de résistance passent par la diffusion de nouveaux modèles de développement, plutôt urbains, sous l'effet de l'intensification des relations. A cela s'ajoute le fait que les territoires de montagne alpins sont confrontés de façon croissante à des défis aussi bien écologiques que socio-économiques. Le changement climatique<sup>24</sup>, la perte de biodiversité<sup>25</sup>, la transition touristique<sup>26</sup>, sont autant de changements qui les affectent et qui mettent les ressources et les communautés sous pression, incitant ces dernières à explorer de nouvelles voies.

## 2. Nouveaux communs, communs urbain, communs de montagne ?

Parmi ces voies, celle des communs est revenue en force dans les années 2000, notamment dans les villes<sup>27</sup>. En effet la crise financière de 2008<sup>28</sup> (Dalakoglou, 2016), la transition écologique et l'aspiration à développer d'autres manières de faire société ont fait émerger de

---

<sup>19</sup> M. Perlik, *Les Alpes, les villes petites et moyennes et l'Europe. Les villes des Alpes, partie intégrante d'un système de villes européen*, in «Revue de géographie alpine», 87, 2, 1999, pp. 9-21.

<sup>20</sup> Bourdeau, *De l'après-ski à l'après-tourisme, une figure de transition pour les Alpes?* cit.

<sup>21</sup> M. Talandier, Redéfinir l'enjeu de l'économie présentielle et le rôle des femmes dans les économies locales, in «Revue de géographie alpine», 101, 1, 2013 (on-line: <https://journals.openedition.org/rga/2028>).

<sup>22</sup> M. Perlik, *Gentrification alpine. Lorsque le village de montagne devient un arrondissement métropolitain. Les nouveaux résidents partagés entre amour du paysage et capital symbolique*, in «Revue de géographie alpine», 99, 1, 2011 ((on-line: <https://journals.openedition.org/rga/1370>)).

<sup>23</sup> *Ibidem.* A. Boscoboinik, *Becoming Cities, Losing Paradise? Gentrification in the Swiss Alps*, in I. Pardo, G. Prato (eds.), *The Palgrave Handbook of Urban Ethnography*, Cham 2018, p. 519.

<sup>24</sup> A. Gobiet, S. Kotlarski, M. Beniston, G. Heinrich, J. Rajczak, M. Stoffel, *21st century climate change in the European Alps — a review*, in «Science of The Total Environment», 493, 2014, pp. 1138-1151.

<sup>25</sup> D. Payne, E.-M. Spehn, M. Sneath, M. Fischer, *Opportunities for research on mountain biodiversity under global change. Current Opinion*, in «Environmental Sustainability», 29, 2017, pp. 40-47.

<sup>26</sup> Bourdeau, *De l'après-ski à l'après-tourisme, une figure de transition pour les Alpes?* cit.

B. Debarbieux, M. Oiry Varacca, G. Rudaz, D. Maselli, T. Kohler, M. Jurek (eds), *Tourism in Mountain Regions: Hopes, Fears and Realities*, Geneva 2014.

<sup>27</sup> D. Festa, *Les communs urbains. L'invention du commun*, in «Tracés», 16, 2016, pp. 233-256.

S. Foster, C. Iaione, *The City as a Commons*, in «Yale Law & Policy Review», 34, 2, 2015, pp. 280-349; S. Stavrides, *Common Space: The city as Commons*, London 2016.

<sup>28</sup> D. Dalakoglou, *Infrastructural gap: Commons, state and anthropology*, in «City», 20, 6, 2016, pp. 822-831.

nombreuses initiatives portées par des collectifs se réclamant de communs<sup>29</sup>. Portant sur des artefacts (espace public, jardins partagés, friches urbaines, etc.) plutôt que des ressources naturelles (forêts, pâturages, eaux, etc.), ces initiatives articulent, dans la lignée des nouveaux communs de Hess<sup>30</sup>, une communauté, des règles et une ressource<sup>31</sup>. Plus souples dans leurs contours que les ressources communes (*common-pool resources*)<sup>32</sup>, ils s'appuient sur des structures plus ou moins formalisées (collectif, association, etc.)<sup>33</sup>. Portés par des collectifs autogérés, ils pallient des manques (développement de l'habitat partagé pour remédier au manque de logement), défendent des ressources contre l'enclosure ou valorisent des ressources délaissées (création de centres culturels dans des espaces urbains)<sup>34</sup>. Si les objectifs de sauvegarde des ressources communes sont toujours présents, viennent s'ajouter désormais de nouvelles valeurs comme l'inclusion et la reterritorialisation des activités<sup>35</sup>.

Ce mouvement des communs urbains n'est pas sans résonance avec des phénomènes que l'on observe dans les territoires de montagne où l'on voit également apparaître des formes de gestion collective nouvelles qui interrogent les chercheurs<sup>36</sup>. Le premier est le développement de nouveaux communs structurés autour de ressources naturelles « historiques » et de la production de services autres que strictement agricoles/sylvicoles (services écosystémiques, valorisation patrimoniale et touristique par exemple)<sup>37</sup>. A Bolzano, des chercheurs de l'EURAC issus de l'économie et de l'aménagement du territoire montrent comment ce type d'initiative peut revitaliser des territoires ruraux en déprise<sup>38</sup>. Le second phénomène observé est le déploiement de nouveaux communs structurés cette fois sur des ressources autres que naturelles (artefacts, équipements, etc.) et produisant des services tertiaires (tourisme, services de proximité, sauvegarde du patrimoine, etc.). En Italie, on notera le récent développement de dispositifs institutionnels (les *patti di collaborazione*, les *Comunità energetiche*, ...) qui permettent, dans les zones rurales notamment, la gestion de services de proximité par des

---

<sup>29</sup> L. Kebir, F. Wallet, *Développement territorial et biens communs*, Rapport final du projet BISCOTE, PUCA, Paris 2021 (on-line: <http://www.urbanisme-puca.gouv.fr/les-communs-a-l-epreuve-du-projet-urbain-et-de-l-a2239.html>).

<sup>30</sup> C. Hess, *Mapping the New Commons* (SSRN Scholarly Paper noID 1356835), SSRN Scholarly Paper, Social Science Research Network, Rochester, NY 2008.

<sup>31</sup> D. Bollier, *La renaissance des communs : pour une société de coopération et de partage*, Paris 2014.

<sup>32</sup> E. Ostrom, *Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action*, Cambridge, New York, 1990.

<sup>33</sup> Hess, *Mapping the New Commons* cit.

<sup>34</sup> Kebir, Wallet, *Développement territorial et biens communs* cit.

<sup>35</sup> L. Lorenzetti, R. Leggero, *La métamorphose d'une institution collective. Les patriziati des Alpes tessinoises, entre héritage historique et nouvelles fonctions*, in «Revue de géographie alpine», 109, 1, 2021 (on-line: <https://journals.openedition.org/rga/8071>); Kebir, Wallet, *Développement territorial et biens communs* cit.

L. Kebir, F. Wallet, *Développement territorial et biens communs*. Rapport final du projet BISCOTE, PUCA, Paris, 2021. <http://www.urbanisme-puca.gouv.fr/les-communs-a-l-epreuve-du-projet-urbain-et-de-l-a2239.html>

<sup>36</sup> Si veda in particolare il numero tematico *La montagne et la gestion collective des biens: quelles influences? quelles interactions?*, della «Revue de géographie alpine», 109, 1, 2021 (on-line: <https://journals.openedition.org/rga/8071>).

<sup>37</sup> Lorenzetti, Leggero, *La métamorphose d'une institution collective* cit.

<sup>38</sup> C. Dalla Torre, S. Stemberger, J. Bottura, M. Corrent, S. Zanoni, D. Fusari, P. Gatto, *Revitalizing Collective Resources in Mountain Areas Through Community Engagement and Knowledge Cocreation*, in «Mountain Research and Development», 42, 4, 2022, pp. D1-D13.

collectifs citoyens<sup>39</sup>. Mais globalement, c'est un objet encore peu étudié dans les Alpes où nous disposons de peu d'éléments pour saisir l'étendue de ces actions collectives. Comme nous le verrons ci-dessous, elles concernent un grand nombre d'activités et semblent se développer. Elles témoignent ainsi de l'insertion de ces territoires dans le mouvement actuel des nouveaux communs.

### 3. Diversités et promesses des nouveaux communs de montagne

Un projet de recherche préliminaire financé par le Centre interdisciplinaire de recherche sur la montagne (CIRM) de l'Université de Lausanne (2020), puis par le Fonds d'investissement de la Faculté des géosciences et de l'environnement de l'Université de Lausanne (2021) nous a permis de réaliser un premier inventaire pour confirmer l'existence de dynamiques de type « nouveaux communs » dans les Alpes.

Il s'agissait de repérer l'existence de dynamiques collectives autogérées structurées autour de la création ou de la valorisation de ressources (artefacts) autres que celles mobilisées par les communs historiques. L'objectif n'était pas de dresser un inventaire exhaustif, mais plutôt de mettre en lumière la présence et la diversité de ces initiatives témoignant de l'existence de ces dynamiques. La recherche a été principalement documentaire. Elle a été faite en utilisant des mots-clés en français et en allemand. Plusieurs sources ont été mobilisées : 1) la presse quotidienne régionale (Suisse, France), au travers de sites de différents journaux ou médias audiovisuels (notamment *Le Temps*, *Le Nouvelliste*, *Südschweiz*, *Walliserbote*, *Radio Rottu Oberwallis*, *Neue Zürcher Zeitung*, *Schweizer Radio und Fernsehen*) et la plateforme Europresse ; 2) la littérature scientifique : publications et communications liées à l'*International Association for the Study of the Commons (IASC)* et à la *Digital Library of the Commons*. Ont également été consultés l'Internet et les réseaux sociaux (Facebook). Le bouche-à-oreille, les réseaux personnels et professionnels (collègues chercheurs avec lesquels nous travaillons notamment) nous ont également aidés.

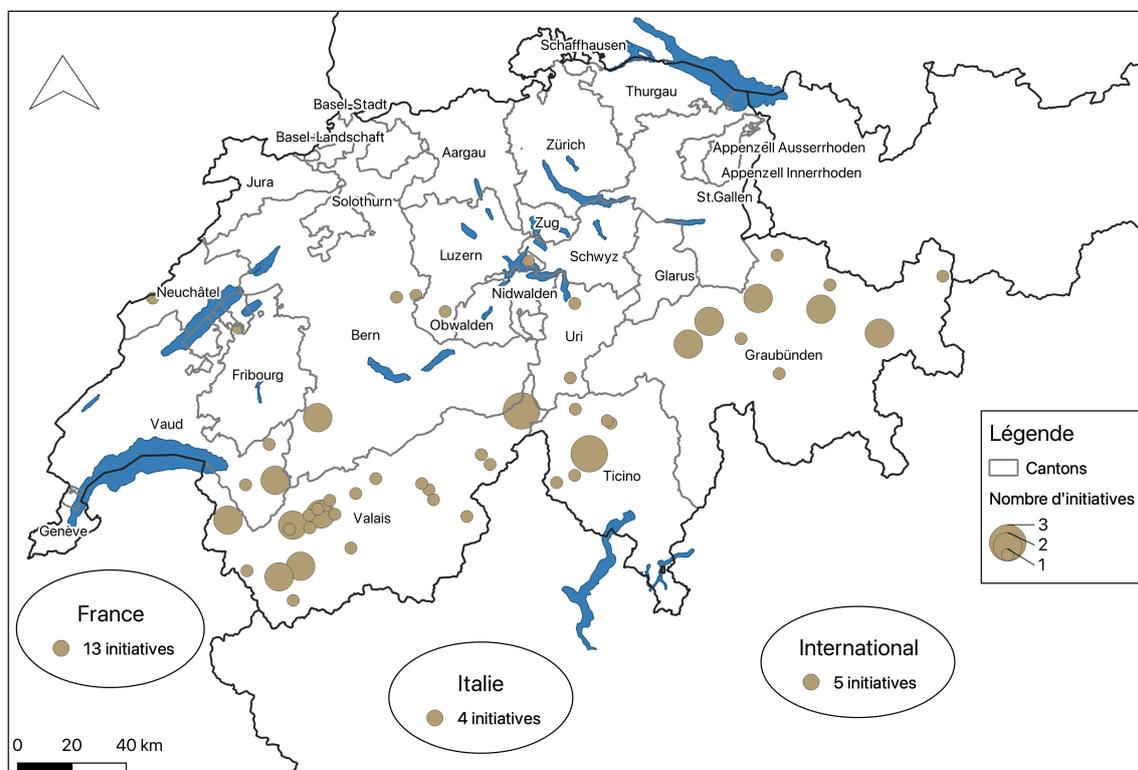
La difficulté principale de l'exercice était de déterminer ce qui relevait ou non de ces dynamiques. Nous avons adopté, dans ce projet exploratoire, le critère suivant : la présence d'une forme d'autogestion (tout ou partie) par les usagers membres de la communauté concernée.

Au total, 97 initiatives ont été recensées, principalement en Suisse mais aussi en France et en Italie (Fig. 1). En Suisse, sur 75 initiatives, 39 sont situées dans la partie germanophone, 28 dans la partie francophone, 8 dans la partie italophone. Certaines impliquent peu de personnes et sont fortement organisées (associations pour la rénovation d'un moulin à eau, crèche autogérée), d'autres sont plus diffuses et ouvertes à de nouvelles formes d'activités (médias internationaux participatifs, échanges de services, cafés, etc.). Elles sont réparties entre 500 et 3000 m d'altitude, parfois à proximité des centres urbains, parfois dans des endroits très isolés.

---

<sup>39</sup> Si veda in particolare Labsus (2020). LABSUS Rapporto, Sull'amministrazione Condivisa Dei Beni Comuni. Labsus Laboratorio per la Sussidiarietà 2020; EURICSE, Imprese di comunità e beni comuni: un fenomeno in evoluzione, Vol.018/20, Trento 2020.

Figure 1 : Localisation des initiatives communautaires recensées (Quelques initiatives suisses n'ont pas pu être associées à une localisation précise, principalement les plateformes et un abonnement de ski multi-stations). Réalisation des auteurs selon OFS, 2019.



Afin d’approfondir l’analyse, nous avons classé ces initiatives en fonction des ressources qu’elles géraient en commun. Sept catégories ont été identifiées. Certaines sont plus représentées que d’autres, non pas parce qu’elles sont plus présentes dans les Alpes européennes, mais parce que, cherchant la diversité, nous avons parfois étudié plus finement certaines catégories afin de mieux les cerner. Le nombre des cas répertoriés par catégorie n’est donc pas représentatif de l’importance de leur présence réelle dans les territoires investigués. Nous présentons ici de manière synthétique les sept catégories de nouveaux communs identifiées dans le cadre de notre travail d’inventaire :

1. Services de proximité et/ou lieux d’activités et de services (29) : Par service de proximité, nous entendons les services mobilisés au quotidien par les résidents (école, services postaux, santé, services urbains, commerces de proximité, etc.). Cette catégorie regroupe des cafés associatifs, des crèches autogérées, des épiceries collectives, des espaces de culture et de rencontre par exemple. Les lieux d’activités et de services rassemblent des espaces multifonctionnels qui regroupent plusieurs offres de services (café avec épicerie, hôtel avec des appartements pour personnes âgées, etc.). Ces deux sous-catégories ne sont pas exclusives l’une de l’autre ; c’est pourquoi nous les avons groupées. En effet, des lieux d’activités et de services peuvent offrir des services de proximité, mais les services de proximité ne sont pas

forcément rendus dans des lieux multifonctionnels. Nous avons cependant voulu mettre en évidence l'existence, en région de montagne, de ces lieux que l'on retrouve également dans les zones urbaines<sup>40</sup>.

2. Communs historiques/traditionnels (4) : Les communs historiques apparaissent dans cet inventaire car nombre d'entre eux sont aujourd'hui mobilisés dans le cadre de nouveaux services (loisir, tourisme, animation et création de lien social). On retrouve ici par exemple les bisses qui constituent aujourd'hui des circuits de randonnée très prisés. A l'usage premier agricole s'ajoute désormais l'usage touristique. On retrouve également des fours banaux qui ont pour beaucoup été rénovés par des collectifs dans une optique de valorisation du patrimoine. Leur utilisation ponctuelle pour la cuisson du pain constitue une animation dans les villages concernés.

3. Plateformes et réseaux d'échanges (17) : Une autre nouvelle forme de *commoning* est l'échange de connaissances et la mise en réseau via des plateformes internet. Ces plateformes permettent de diffuser des connaissances mais également de renforcer les capacités des acteurs du territoire<sup>41</sup>. En montagne, cela paraît d'autant plus important que ces derniers sont souvent dispersés, voire isolés. Nous avons identifié 10 cas de ce type, dont certains fonctionnent à l'échelle internationale (4). Nous nous sommes concentrés sur les plateformes ayant une relation spécifique avec les Alpes ou les régions alpines (média collaboratifs, échanges de semences et de services, promotion d'initiatives locales, etc.).

4. Infrastructures et petits équipements (23) : Cette catégorie regroupe des initiatives structurées autour du maintien ou du développement d'infrastructures telles que des remontées mécaniques (micro-stations, voire station de ski autogérées, téléphériques), des cabanes de montagne, des lieux d'escalade, des installations énergétiques. Ces initiatives constituent souvent un service important pour la population locale. Tout en maintenant des équipements, elles participent à l'offre de loisirs et de tourisme. On note dans cette catégorie l'existence d'un cas de station de ski se présentant comme intégralement autogérée, à savoir gérée par un collectif de résidents et d'acteurs locaux qui cherche à articuler projet touristique et projet de territoire.

5. Eco-hameaux (3) : Les éco-hameaux sont généralement des formes assez radicales de *commoning*. Ces initiatives consistent le plus souvent à rénover un hameau pour y vivre en habitat partagé (voire en communauté). On y recherche une forme d'autosuffisance par le biais de la production agricole, parfois complétée par des services touristiques, l'accueil de groupes, de séminaires et de cours (retraites de yoga, cours de permaculture, techniques traditionnelles de restauration des murs de pierre, etc.). L'idée principale est de vivre avec un impact moindre sur les ressources, l'espace personnel et la consommation étant limités. La production agricole suit les principes de durabilité et tente d'éviter les impacts négatifs sur l'environnement. Certains des éco-villages que l'on trouve en Suisse, en particulier au Tessin, datent des années 1970 où, dans le cadre du mouvement hippie, des personnes ont quitté la société capitaliste dominante pour vivre en communauté avec des personnes partageant les mêmes idées.

---

<sup>40</sup> Kebir, Wallet, *Développement territorial et biens communs* cit.

<sup>41</sup> *Ibidem*.

6. Patrimoine architectural (14) : Il existe de nombreuses initiatives organisées autour de la conservation et de la restauration du patrimoine bâti. Il peut s'agir de moulins, de fours à pain, de scieries ou de maisons traditionnelles. Rénovés, ils sont parfois utilisés comme musées présentant des objets traditionnels locaux ou des spécificités culturelles. Dans certains cas, l'utilisation initiale du lieu a été rétablie et augmentée d'autres services. Dans ce cas, l'initiative a été classée dans la catégorie des services de proximité et lieux d'activités et de services. Par exemple, un moulin qui sert aujourd'hui à moudre des céréales produites localement a vu son étage supérieur transformé en restaurant. Il est loué à des opérateurs professionnels et est devenu un lieu social important dans la région où il n'y a plus d'offre gastronomique. Une association de résidents locaux et d'intéressés y organise également des événements culturels.

7. Autres (8) : Cette catégorie rassemble certaines initiatives qui n'entraient dans aucune des six autres catégories. On peut mentionner par exemple des *pass* ou abonnements de ski qui rassemblent plusieurs stations qui s'unissent pour proposer une offre commune associée à des règles de répartition des profits.

Ces initiatives englobent une pluralité d'objets / ressources et dépassent en cela largement les cas classiques des *common-pool resources* orientées vers la gestion des ressources naturelles. Cet élargissement et diversification des objets/ressources gérés en commun rejoint ce qui est observé dans les contextes urbains où les initiatives portent aujourd'hui le plus souvent sur des artefacts. L'emprise de ces objets varie, allant du petit équipement (installations d'escalade) à des espaces plus grands tels que des éco-hameaux ou une station dans son ensemble. D'autres sont intangibles comme des plateformes internet permettant des échanges ou une mise en valeur de connaissances à l'échelle d'une vallée ou d'un massif en s'affranchissant des limites naturelles liés à la topographie de ces territoires.

La catégorisation proposée dans cet article atteste également de certaines spécificités de la montagne par rapport aux contextes urbains :

- Les infrastructures et équipements témoignent de liens forts avec les activités de loisirs et touristiques. Les communs auraient-ils un rôle à jouer dans la transition touristique ou post-touristique des territoires de montagne ?
- Les héritages bâtis et architecturaux sont fortement liés aux modes de vie spécifiques de la montagne et aux activités traditionnelles faites en commun (scierie, production de pain...). Aujourd'hui, ils font l'objet de (re)mise en valeur de la dimension matérielle et sont associés parfois aussi à un renouveau de pratiques traditionnelles ou de services autres.
- Les communs traditionnels de type *common-pool resources*, attestent d'une certaine permanence, comme l'ont montré d'autres travaux<sup>42</sup>, avec des changements dans les usages adaptés à la pluralité des activités que l'on retrouve désormais dans ces territoires et donc, dans les modalités de gouvernance<sup>43</sup>.

---

<sup>42</sup> C. Bréthaut, S. Nahrath, *Entre imbrication, instrumentalisation et infusion. Le rôle des consortages de bisses et des bourgeoisies dans les politiques de gestion de l'eau à Crans-Montana*, in S. Nahrath, J.-H. Papilloud, E. Reynard (sous la dir. de), *Les bisses. Économie, société, patrimoine*, Sion 2011, pp. 69-89; Haller, Liechti, Stuber, Viallon, Wunderli, *Balancing the Commons in Switzerland* cit.

<sup>43</sup> E. Reynard, *L'utilisation touristique des bisses du Valais*, in G. Vauterin (sous la dir. de), *Gli antichi canali irrigui dell'arco alpino*, Aosta 2023, pp. 52-65.

La variété des cas et des catégories montre enfin que l'action communautaire dans les Alpes peut répondre à de multiples enjeux. Tout comme les communs urbains<sup>44</sup>, ils permettent de préserver des ressources, de combler des lacunes de services, de valoriser des ressources délaissées ou sous-valorisées. On retrouve également l'aspiration au renforcement des liens sociaux et le désir de contribuer/soutenir/créer des modèles de développement local durable. On peut par ailleurs identifier deux autres fonctions sans doute plus spécifiques aux régions de montagne : le maintien de services et d'activités dans des espaces sensibles au dépeuplement et, dans le cadre des plateformes, le désir de faire communauté en partageant et valorisant des connaissances et des initiatives à travers les Alpes.

#### 4. Conclusion et perspectives

Ce panorama confirme l'existence des initiatives communautaires dans les territoires de montagne et révèle aussi toute leur diversité. Il montre qu'elles possèdent un certain nombre de points communs avec les communs urbains (objets, enjeux), mais aussi qu'elles s'en distinguent à certains égards, mettant en lumière les spécificités de ces territoires.

Quelques pistes de réflexion se dégagent de ce premier travail. La première porte sur l'exploration des potentiels liens aux communs historiques qui, comme nous l'avons souligné, existent encore dans la plupart de ces territoires. Certains portent sur la même ressource dont les usages s'élargissent, quand d'autres n'ont à première vue aucun lien direct excepté la localisation géographique. Aussi pouvons-nous nous demander si ces nouvelles initiatives se développent préférentiellement là où les communs historiques sont encore vivaces, et si oui, est-ce que des liens se tissent avec les communs historiques, notamment en termes de communauté ou de gouvernance. La deuxième piste renvoie au renouveau des dynamiques démographiques, notamment via des apports migratoires évoqués dans la première partie de ce chapitre dans certains territoires de montagne. En écho aux travaux portant sur les liens entre néo-ruraux et alternatives socio-écologiques<sup>45</sup>, on peut se demander notamment quelle est l'influence des nouveaux arrivés sur l'existence de ces initiatives. La troisième invite à mieux mettre en évidence les relations entre les dynamiques de développement des territoires de montagne et l'émergence de ces initiatives communautaires. Constituent-elles une réponse « défensive » dans les territoires en déprise ? Soutiennent-elles des dynamiques de développement dans d'autres ? Par exemple, les initiatives renvoyant à la première catégorie identifiée (services de proximité et/ou lieux d'activités et de services) sont-elles portées pour

---

<sup>44</sup> G. Farrell, *Biens communs dans les sociétés urbanisées*, in S. Bailey, G. Farrell, U. Mattei, (a cura di) *Protéger les générations futures par les biens communs*, Strasbourg 2014, pp. 235-257; Kebir, Wallet, *Développement territorial et biens communs* cit

<sup>45</sup> M.-C. Fourny, *Nuovi abitanti in una zona di media montagna*, in F. Corrado, *Riabitare le Alpi. Nuovi abitanti e politiche di sviluppo*, Genova 2010, pp. 103-124; V. Porcellana, G. Fassio, P.-P. Viazzo, R.-C. Zanini, *Cambiamenti socio-demografici e trasmissione delle risorse materiali e immateriali: prospettive etnografiche dalla Alpi occidentali italiane*, in «Revue de géographie alpine», 104, 3, 2016, (on-line: <http://journals.openedition.org/rga/3335>); N. Hakimi-Pradels, *La fabrique des hauts-lieux des alternatives sociales et écologiques dans les marges rurales françaises: le cas de la montagne limousine*, in «Belgeo», 2, 2021 (on-line: <https://journals.openedition.org/belgeo/48884>)

faire face au retrait des services de proximité ou pour répondre à de nouvelles demandes issues d'un renouvellement démographique ? Enfin, et de façon plus générale, nous pouvons interroger l'existence d'un type particulier de communs, les communs de montagne, qui seraient sous-tendus par l'histoire et la géographie spécifique de celle-ci.